



Datum: 21.08.2026

Autor: Mark Leutenegger

JdJ - Le journal de Bienne et du Grand Chasseral

Reach: 66'930

AÄW: 1'100 CHF

Verbreitung: 23'000

Seite: 20



Démographie

En quarante ans, la vie des femmes a changé

Alors que la vie des Suissesses s'est rofondément transformée en quelques décennies, les politiques familiales n'ont pas suivi le même rythme. La politologue Silja Häusermann analyse les raisons de ce déca-lage, entre blocages institutionnels, résistances idéologiques et angle mort du débat.

Marc Leutenegger,
Swissinfo

Les enfants et les adolescents représentent 17% de la population helvétique. Il s'agit d'un groupe important, non seulement puisqu'il cotisera bientôt au système de retraite et garantira ainsi les prestations des générations plus âgées, mais aussi parce que l'avenir économique et la prise en charge de la population, notamment en matière de soins de santé, dépendent en grande partie des jeunes.

Dans ce contexte, il peut paraître surprenant que la Suisse ait du mal à promouvoir les familles. Il existe certes des associations spécialisées telles que Pro Juventute ou Pro Familia, qui défendent les intérêts des jeunes. Mais comme le souligne la célèbre politologue suisse Silja Häusermann, de l'Université de Zurich, «il est tout à fait clair que ce lobby est nettement plus faible que celui d'autres groupes sociaux, comme celui de l'agriculture».

Selon Silja Häusermann, cela s'explique principalement par le fait que les préoccupations des enfants, des adolescentes et adolescents ainsi que des familles sont diffuses et très variées. «Nous pouvons déterminer scientifiquement les besoins immédiats des enfants et des adolescents, mais on peut dé-



En Suisse, ce sont encore les femmes qui assument la majeure partie des tâches familiales - les raisons sont multiples.

photo Keystone

battre des conditions optimales pour que les familles puissent répondre à ces besoins.» Ce débat a d'ailleurs bien lieu. Au niveau fédéral, les forces conservatrices et progressistes s'affrontent, et se bloquent souvent mutuellement.

Ce qui distingue la Suisse

De tels conflits de valeurs existent certes aussi à l'étranger. Mais, si on la compare au contexte européen, la politique familiale en Suisse est peu développée. Silja Häusermann l'explique par trois éléments. Premièrement, la «gauche interventionniste» serait nettement plus faible au sein de la Confédération que dans la plupart de ses voisins européens. Ainsi, le PS et les Vert-e-s n'ont jamais dépassé les 30% de siè-

ges au Parlement fédéral, alors que les partis de gauche, notamment dans les pays scandinaves, ont historiquement obtenu bien plus de 40%.

« Le taux de fécondité est tombé à 1,29, son niveau historique le plus bas.

Deuxièmement, la Suisse est un Etat fortement fédéraliste, ce qui freine les réformes. «Les pays dotés d'un système fédéral offrent généralement moins de prestations en matière de politique familiale, car il y a un transfert des responsabilités et des coûts, et les défis ne sont abordés qu'au niveau local», explique la politologue. Il en ré-

sulte d'importantes disparités régionales. «En Suisse, certaines villes ont une politique familiale quasiment scandinave, tandis que d'autres appliquent

renforcent mutuellement, ce qui engendre une politique familiale beaucoup plus prudente.»

La prospérité, un frein aux réformes

Cette distance par rapport aux pays européens voisins ne concerne toutefois pas tous les domaines. En matière de réductions fiscales et d'allocations familiales, la Suisse se situe «plutôt dans la moyenne», précise la politologue. La différence est en revanche importante en ce qui concerne la garde d'enfants. Les places en crèche sont chères et doivent être assumées entièrement ou en grande partie par les parents, en fonction de leurs revenus et de leur lieu de résidence. De plus, les places sont parfois ra-

res, voire inexistantes, surtout dans les petites communes.

Cette pénurie n'explique toutefois qu'en partie le fait que, dans de nombreuses familles helvétiques, l'un des parents ou les deux travaillent à temps partiel. La charge de travail pour un poste à temps plein, plus élevée en Suisse que dans la plupart des pays européens, joue également un rôle. Mais on oublie souvent ceci: «En Suisse, beaucoup de familles peuvent vivre avec 1,5 revenu, ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays européens», précise Silja Häusermann. De nombreuses familles helvétiques peuvent se permettre un modèle traditionnel. En Suisse, ce sont encore majoritairement les mères qui réduisent leur temps de travail.

Quel pays peut encore servir de modèle?

Or, de moins en moins de gens choisissent d'avoir des enfants. La Suisse fait aujourd'hui partie des pays occidentaux où le taux de natalité est le plus bas. Récemment, le taux de fécondité est tombé à 1,29, son niveau historiquement le plus bas. Le pays reste ainsi nettement à la traîne par rapport à la France et à la Scandinavie, qui ont longtemps affiché les taux de fécondité les plus élevés d'Europe. En France, cette situation s'explique par une politique pronataliste qui met en place des mesures incitatives spécifiques pour les familles de toutes les classes de revenus.

En Scandinavie, la politique familiale était un effet secondaire de l'égalité entre les sexes. La Bulgarie a le taux de fécondité le plus élevé d'Europe. En cause: l'âge moyen plus bas des mères à la naissance de leur premier enfant, l'un des facteurs les plus déterminants. L'exode massif et persistant entraîne des effets statistiques faussant les chiffres. Il n'empêche que la Bulgarie investit dans la promotion de la natalité: du congé maternité rémunéré aux aides publiques pour la procréation médicalement assistée.